

Saraiva Guerreiro.

A la suite des entretiens, M. Trudeau a déclaré que le dialogue Nord-Sud n'était pas interrompu et que des progrès avaient été réalisés au cours des dernières années.

Lors d'un déjeuner en l'honneur de M. Trudeau, M. Figueiredo a rendu hommage à "la contribution éloquente du premier ministre canadien en faveur de la paix et du développement" et a dit espérer que l'initiative canadienne de "repandre le dialogue et de donner un élan aux négociations Nord-Sud portera les fruits que nous attendons tant".

Outre le dialogue Nord-Sud, les entretiens du président brésilien et de M. Trudeau ont porté sur les institutions financières internationales et sur les questions énergétiques.

M. Trudeau a, enfin, discuté avec ses hôtes des relations bilatérales canado-brésiliennes, conversations qui ont abouti, du côté canadien, à la levée de certaines restrictions à l'importation de produits brésiliens, notamment les chaussures et les fibres acryliques.

On estime qu'en 1980, la valeur des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint environ \$1 milliard. Les investissements canadiens au Brésil, selon les chiffres officiels, s'élèvent aussi à \$1 milliard. Cependant, l'histoire des investissements canadiens au Brésil est très ancienne (elle remonte à plus de 80 ans) et leur valeur non officielle s'élève à \$3 milliards.

Les banques canadiennes participent aux prêts au Brésil.

Le premier ministre Trudeau s'est rendu, également, à São Paulo où il a rencontré les autorités locales et prononcé une allocution devant la Chambre de commerce de cette ville.

M. Trudeau a déclaré, au sujet du dialogue Nord-Sud, que "le défi de la stabilité économique globale et de la justice est un défi politique, une manière de tester la bonne volonté et le courage des gouvernements dans le monde et de coopérer à la longue et difficile lutte pour mettre de l'ordre dans un monde menacé de chaos.

"Il est maintenant reconnu par tous que le système économique international n'avantage vraiment personne: les pays les plus développés et les plus riches ont souffert de la récession, de l'inflation et du chômage, alors que les pays les plus faibles et les plus démunis sont forcés d'axer leurs efforts sur la survie.

"Au fur et à mesure que les objectifs



Photo Bob Cooper

Le premier ministre Trudeau parlant devant la Chambre de commerce de São Paulo.

de justice sociale et économique deviennent de plus en plus difficiles à atteindre, la menace à la stabilité et à la sécurité se fait de plus en plus pressante", a dit le Premier Ministre.

M. Trudeau s'est d'autre part attardé à un point d'intérêt commun pour le Brésil et le Canada, le transfert de technologie, "l'un des éléments essentiels des discussions Nord-Sud", a-t-il dit.

En plus de la coopération technologique dans les domaines des communica-

tions par satellites, de la micro-électronique et de la transmission de l'électricité, M. Trudeau a souligné la participation canadienne à l'exploration pétrolière au large des côtes, ainsi qu'à la production alimentaire.

Après son allocution, M. Trudeau a rencontré des représentants de grandes compagnies canadiennes installées au Brésil.

Les exportations canadiennes au Brésil
(suite à la page 8)

Réaction canadienne à la libération des otages américains

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, s'est réjoui de la libération par les autorités iraniennes, des 52 Américains détenus depuis le 4 novembre 1979.

En exprimant son soulagement de voir terminée la longue épreuve imposée aux otages et à leurs familles, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionné que cet heureux dénouement était une victoire pour le droit international, que le Canada et d'autres pays ont cherché à appuyer.

M. MacGuigan a aussi félicité le gouvernement des États-Unis pour la patience et la sagesse dont il a fait preuve au cours des négociations, et le gouvernement de l'Algérie pour le rôle si efficace d'intermédiaire qu'il a joué ces derniers mois.

M. MacGuigan a confirmé que le gouvernement reverrait sous peu toutes les

mesures qu'il avait adoptées pour restreindre ses relations avec l'Iran depuis la prise des otages. En annonçant certaines de ces mesures le 22 mai 1980, le gouvernement avait indiqué qu'il verrait à lever les restrictions lorsque les otages seraient libérés. Le gouvernement étudiera également la question de la réouverture de l'ambassade du Canada à Téhéran.

Lors d'une conférence de presse, M. MacGuigan a précisé que l'on étudierait d'abord la possibilité de lever les sanctions économiques contre l'Iran.

La levée des sanctions ne constituerait d'aucune façon une modification de la position canadienne de stricte neutralité dans le conflit entre l'Iran et l'Iraq, ou de l'appui que le Canada accorde à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU réclamant une médiation entre les deux parties.